

Études d'histoire urbaine en Italie : résultats et tendances

Carlo Carozzi

Volume 14, numéro 1, juin 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1017877ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1017877ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Carozzi, C. (1985). Études d'histoire urbaine en Italie : résultats et tendances.
Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 14(1), 1–15.
<https://doi.org/10.7202/1017877ar>

Résumé de l'article

Cet article présente un bilan des principales orientations de la recherche en histoire urbaine réalisée en Italie au cours des vingt dernières années et portant sur la période 1850-1970. Pour l'auteur, l'orientation des études récentes ne peut se comprendre sans un examen des transformations radicales qui, au cours des dernières décennies, ont touché l'organisation urbaine et territoriale de l'Italie. L'article présente les travaux les plus significatifs en les regroupant autour de certains thèmes.

Articles

Études d'histoire urbaine en Italie: résultats et tendances*

Carlo Carozzi

Abstract/Résumé

This paper offers an assessment of the major trends of the research on urban history carried on in Italy during the last two decades and dealing with the period 1850-1970. According to the author, it is impossible to understand the recent studies without a careful examination of the major transformations of the Italian urban and regional structures during recent decades. The paper presents in a thematical order the most significant publications.

Cet article présente un bilan des principales orientations de la recherche en histoire urbaine réalisée en Italie au cours des vingt dernières années et portant sur la période 1850-1970. Pour l'auteur, l'orientation des études récentes ne peut se comprendre sans un examen des transformations radicales qui, au cours des dernières décennies, ont touché l'organisation urbaine et territoriale de l'Italie. L'article présente les travaux les plus significatifs en les regroupant autour de certains thèmes.

1. PRÉSENTATION DU SUJET

Au fur et à mesure que mûrissent les études sur la ville et sur son histoire, croît également notre soif de savoir si la qualité des épis sera à la hauteur de leur quantité. Au moment de la récolte, il nous faut séparer le bon grain de l'ivraie afin de le confier à des terrains que l'on espère toujours plus fertiles.

Métaphore à part, nous commençons à disposer d'un bon nombre de minutieuses études sur les origines, la condition actuelle et les perspectives des recherches en histoire urbaine,

menées dans de nombreux pays.¹ Il ne s'agit pas ici d'en faire une analyse comparée (une sorte de bilan des bilans). Une telle tentative, toute souhaitable qu'elle puisse être, nous éloignerait trop de notre sujet.

Qu'il nous suffise, pour ce survol rapide des récents apports de l'Italie, d'énoncer quelques observations sur les points que ces études ont en commun. L'une de ces ressemblances est le souci de définir préalablement ce que l'on doit entendre par «histoire urbaine.» Les définitions que l'on en donne sont souvent formulées à la négative. On énumère en effet méticuleusement tout ce que l'histoire urbaine *n'est pas* ou tout ce qu'elle ne se *contente pas d'être*.² Ces études nous invitent également toutes à pousser les recherches en «se concentrant totalement sur l'objet d'étude, sur la ville considérée dans son ensemble.»³

Ces soucis et ces recommandations, qui découlent de la nature complexe de la ville (concept qui semble vouloir se soustraire à toute espèce de définition, si articulée et

*Cet article est publié dans le cadre d'un échange entre la UHR/RHU et la revue italienne *Storia Urbana*, publiée à Milan. La traduction est de Nunzia Iavarone, traductrice à Montréal.

englobante soit-elle), sont, en quelque sorte, mis de côté lorsque l'on pousse davantage l'analyse. À l'examen, les études sont en effet souvent «cataloguées.» En général, le point de référence est la discipline qui, traditionnellement, considère ville et territoire dans leur évolution. Nous nous retrouvons donc en présence d'une série d'études relatives à la population (composition sociale, conditions de vie, rythmes de concentration, etc.), au fondement économique de la ville, aux initiatives dans le domaine de l'urbanisme et de la construction, aux questions institutionnelles et juridiques, et ainsi de suite.⁴

L'on constate par conséquent un écart entre l'énoncé des objectifs et la présentation des résultats. De façon plus précise : le lecteur a du mal à comprendre à quel point chacune des études citées, baignant dans un contexte forcément circonscrit, a réussi à forcer le carcan de la discipline d'origine. Bref, à comprendre si ces études ont contribué, et de quelle façon, à l'élaboration de l'histoire totale de la ville, à laquelle prétend viser l'histoire urbaine.

Après avoir identifié ce risque et en abordant les récentes études italiennes, il m'a semblé opportun, d'une part d'éviter une xième tentative de définir le concept d'histoire urbaine (cette opération, qui semble vouloir s'imposer comme préliminaire et nécessaire devient, dans les faits, par trop générique lorsqu'elle se veut englobante), d'autre part, de ne pas me soustraire à une quelconque forme de classification des études, par thème. Il me semble en effet qu'il s'agit là d'une voie obligatoire, pour au moins trois motifs.

- Chaque chercheur, même lorsque ses hypothèses de départ sont vastes et sujettes à interprétation, n'est en mesure de se poser qu'un nombre très limité de questions à la fois. En outre, les réponses n'en sont que meilleures (c'est-à-dire assez claires pour ouvrir la voie à d'autres hypothèses et, par voie de conséquences, à d'autres recherches) lorsque les questions sont clairement formulées, c'est-à-dire bien circonscrites. Le cortège de chercheurs demeure du reste limité, si l'on considère les innombrables problèmes que pose l'interprétation de la genèse d'une ville; pour ne pas parler des ressources financières limitées investies dans ce type de recherche.
- En outre, chaque chercheur utilise et adapte les instruments (les méthodes) dont il dispose et qui lui sont familiers, et a recours aux matériaux (les sources) qui lui semblent être les mieux adaptés, parce qu'il en connaît davantage la nature et la «résistance à l'usure.»
- Il faut, en dernier lieu, également tenir compte du lecteur. Celui-ci possède déjà (ou croit posséder) sa propre grille conceptuelle et recherche constamment les fragments de vérité qui réussiront le mieux à alimenter et à confirmer cette grille, et qui, éventuellement, lui offriront l'occasion d'adopter une nouvelle grille mieux adaptée à ses besoins.

Le produit final est par conséquent le résultat de tous ces conditionnements (outre l'esprit inventif de son architecte). En somme, sans vouloir trop vanter les mérites de la particularisation, tout nous porte à croire que l'élaboration d'un cadre intégré de connaissances est un processus qui advient (rarement, il faut bien le dire) davantage dans l'esprit du lecteur que dans celui du chercheur. Par ailleurs, les recherches qui pèchent par excès de globalité — quand elles ne se perdent pas en exhaustivité — désamorcent cette envie «d'aller plus loin» qui anime le lecteur attentif.

Je me suis efforcé, dans les pages qui suivent, de tenir compte de ces considérations chaque fois que l'occasion s'en est présentée. Une fois les thèmes établis, j'ai cherché à comprendre si, dans les études citées, outre les résultats explicites, il n'y en aurait pas d'autres que l'auteur aurait omis d'exposer par prudence ou par souci de rigueur scientifique et s'il n'y aurait pas lieu d'établir des liens, ne fussent-ils qu'indirects, entre ces résultats et les résultats d'autres recherches qui ont été menées dans le même domaine.

Je ne pense pas m'être aventuré très loin dans une opération aussi délicate. Mais il me semble qu'il faille emprunter cette voie, plutôt que de se mettre, encore une fois, à rechercher ce qui n'existe pas (encore) et qui se laisse difficilement définir.⁵

Enfin, fournissons quelques précisions de plus sur les limites de ce texte. Ont été examinées les seules études menées par des auteurs italiens, sur des problèmes italiens,⁶ et publiées au cours des vingt dernières années. Il ne s'agit là que d'une mince part d'une très vaste production.⁷ Pour ce qui est de la période visée, elle s'étend de la seconde moitié du siècle dernier aux années soixante de notre siècle. Voilà qui ne représente qu'un fragment de l'immense fresque que constitue l'histoire urbaine italienne.

La date de départ se situe autour de l'Unification nationale et de ses prémisses; celle d'arrivée, à la fin de la période de reconstruction d'après-guerre. Les deux pôles sont donc formés d'événements de nature profondément différente (politico-administrative pour le premier et économique-sociale pour le second) et dans l'intervalle, on retrouve une foule d'événements et de questions qui touchent tous les secteurs de la vie italienne et qui se reflètent dans l'évolution urbaine et territoriale de la nation.

2. LE PASSÉ ET LE PRÉSENT

En Italie, depuis le début des années soixante, les études en histoire urbaine relatives à la période contemporaine se sont remarquablement intensifiées. La croissance n'a pas été que quantitative. En effet, la recherche s'est renouvelée au plan des contenus : au fil des ans, ont surgi de nouveaux sujets d'étude, alors que les sujets déjà abordés ont été

examinés dans des perspectives différentes; les méthodes ont été constamment actualisées; les sources documentaires ont été utilisées davantage et, surtout, de façon intégrée.

L'avancement et l'expansion de la recherche ne sont que partiellement imputables à des facteurs «internes» (le débat sur la nature et sur les objectifs de l'histoire urbaine a été, et est, négligeable). De la même façon, et contrairement à d'autres pays, les progrès accomplis ne découlent pas d'une riche tradition de travaux à l'intérieur de telle ou telle discipline vouée à l'étude des problèmes de la ville et de son territoire. L'école géographique italienne n'est certes pas comparable à l'école française.⁸ La sociologie ne s'est intéressée que récemment à la phénoménologie urbaine, malgré l'énorme récupération de la pensée nord-américaine des années 1930,⁹ en ne faisant d'ailleurs preuve que d'une faible propension à l'enquête historique. Enfin, l'histoire de l'urbanisme ne s'est que récemment défaite des liens qui l'unissaient à l'histoire de l'architecture et de l'art.¹⁰

Selon toute vraisemblance, les racines les plus profondes des études italiennes se situent dans la nature même des choses : dans les transformations radicales qui, au cours des vingt dernières années, ont touché l'organisation urbaine et territoriale du pays. Plus exactement, dans la prise de conscience progressive des liens étroits existant entre les phénomènes urbains et les processus conjoncturels de transition économique, sociale, institutionnelle, culturelle, etc.

Les examens de la situation actuelle donnent naissance à une série de questions auxquelles on essaie de donner réponse par le biais d'une anamnèse toujours plus poussée. En outre, la formulation même des questions renferme — il ne pourrait du reste en être autrement — la conviction qu'il est souhaitable, et dans certains cas possible, de trouver une solution aux tensions qui s'affrontent et qui s'entremêlent dans le creuset que constitue la ville. L'avenir de la ville même, tout difficile qu'il soit à prévoir, a ainsi un rôle non négligeable à jouer dans le choix de la direction à donner aux études sur le passé urbain et ce, spécialement dans certaines circonstances.

En d'autres termes, les récents événements sur la scène italienne et le débat politico-culturel qui les a accompagnés, constituent l'incitatif le plus fort vers l'exploration d'une nouvelle voie en histoire urbaine et forment, par le fait même, le «terrain de culture» des études à venir.

La condition urbaine de chaque pays présente des caractéristiques propres et spécifiques et l'analyse critique des études devrait normalement en tenir compte. Mais s'il est facile d'obtenir l'approbation générale sur une règle aussi évidente, il n'est pas toujours aussi simple de la mettre en application.

Étayons à l'aide d'un exemple. En 1963, fut publié l'ouvrage de Leonardo Benevolo, sur les origines de

l'urbanisme moderne (*Le origine dell' urbanistica moderna*). Cette étude cherchait à réévaluer la pensée utopiste du dix-neuvième siècle (on y passait en effet en revue les écrits de Owen, Saint-Simon, Fourier, Cabet, Godin et autres) et obtint un grand succès en Italie. Elle arriva à un moment où l'on n'avait pas encore perdu l'espoir d'une réforme urbanistique radicale et c'est précisément à cette coïncidence, n'ayant rien de fortuit, qu'est dû le grand intérêt qu'elle a suscité. En effet, sortie de son contexte et reproposée dans un cadre général très différent du cadre italien, sa traduction anglaise (parue en 1967) fut à peine remarquée par le pilote le plus expérimenté de l'histoire urbaine d'Outre-Manche,¹¹ dont la réaction ne fut guère positive.

À partir de l'après-guerre, une fois sa rapide reconstruction terminée, l'Italie se transforme. De pays principalement agricole qu'elle était (mises à part certaines régions irriguées, son agriculture comptait parmi les moins évoluées d'Europe), elle devient une nation principalement industrielle.¹² Cette transformation radicale peut être appréciée de plusieurs façons. On peut, par exemple, considérer les progrès d'une industrie toujours plus différenciée qui, sans les barrières douanières, est en mesure de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux; les mouvements de la population active du secteur primaire au secteur secondaire et surtout tertiaire;¹³ la diminution, suivie de la disparition, des flux migratoires vers l'étranger; l'augmentation du revenu per capita qui atteint, aujourd'hui, un niveau très proche du niveau anglais, alors que le rapport entre les deux était de 1 à 4 au moment de l'Unification.¹⁴ Quant aux effets qui ne sont guère mesurables à l'aide de statistiques, on peut observer des changements significatifs dans les rapports sociaux, dans les mentalités, dans les comportements, dans les habitudes de vie des gens.

Comme on l'a déjà fait remarquer, ce qui, dans les premiers pays industrialisés s'est accompli en plus d'un siècle, s'est produit en quelques décennies en Italie et a atteint son apogée, pour le meilleur et pour le pire, au moment du «miracle économique», entre la fin de la guerre et le début des années soixante.

Les différences par rapport à un passé récent deviennent beaucoup plus évidentes lorsque l'on considère l'habitat, puisque tout le cadre environnemental s'en trouve modifié.¹⁵ Le processus d'urbanisation qui, dans un premier temps, s'est concentré autour des grandes villes, s'est ensuite étendu (et continue de s'étendre) à tous les lieux où les conditions d'accessibilité le permettaient (et le permettent), c'est-à-dire presque partout, dans un pays relativement petit, densément peuplé et doté d'un réseau de communications très ramifié.

Pour ce qui est des raisons précises qui ont rendu possible un développement urbain aussi rapide et étendu, elles se situent dans la vaste redistribution de la population (entre la fin de la guerre et les années soixante-dix, presque un quart de la population italienne a changé de lieu de résidence),

dans la disparition du modèle familial de type patriarcal (la formation de noyaux familiaux plus petits a commandé un plus grand nombre d'habitations), dans l'augmentation de la consommation des particuliers et des investissements en biens durables, (favorisés par une politique de crédit bancaire) avec, comme conséquence, un accroissement du *stock* des habitations (autant de «premières» que de «secondes» résidences).

En outre, parallèlement à ces raisons, d'autres motifs ont donné lieu à une consommation abondante et mal distribuée (davantage d'habitations que de services) de terrains à vocation urbaine. Principalement, l'explosion d'une spéculation immobilière rendue possible en raison d'une législation urbaine inadéquate et, de surcroît, peu appliquée.

Les déséquilibres de vieille date et non encore résolus entre les grandes zones géographiques du pays (entre le Nord et Sud)¹⁶ tendent ainsi à se multiplier et à se reproduire à une échelle réduite : à l'intérieur d'une ville en expansion rapide.

L'organisme urbain dans son ensemble entre en crise et subit des déchirements, puisqu'il est à la merci de groupes et de particuliers qui, faute de contrôle public efficace, se disputent terrains et édifices, et en contrôlent l'édification et l'utilisation, en vue de multiplier et de s'approprier les rentes immobilières considérables qui en découlent. Ainsi a-t-on estimé que, dans la seule ville de Milan, la valeur du patrimoine foncier est passée, entre 1956 et 1962, de 4 500 à 7 300 milliards de liras, pour une réévaluation de 153 %, pourcentage très élevé qui demeure toutefois inférieur à celui qui a été enregistré dans les municipalités de la région milanaise (190 %).

Des films tels que *Miracolo a Milano* (1951) et *Il tetto* (1956) de Vittorio De Sica; *Rocco ed i suoi fratelli* (1960) de Visconti; *Le mani sulla città* (1963) de Rosi — pour ne citer que quelques-uns des chefs-d'oeuvre du néo-réalisme italien — permettent de comprendre, grâce à l'éloquence des images, la portée des problèmes cités.

Ces films, de même que certaines campagnes de presse véhémentes, ont constitué autant d'actes de dénonciation servant à faire prendre conscience qu'un développement urbain sauvage et anarchique entraînait avec lui une dette publique et des tensions sociales toujours croissantes, donnait lieu à une véritable dilapidation du patrimoine historique et artistique et mettait, en outre, un frein au développement des secteurs de pointe du capitalisme industriel italien.

Voilà, dans les grandes lignes, les prémisses et l'essence du débat politique qui eut lieu au Parlement, au début des années 1960, lors des discussions sur le projet de réforme urbaine (en particulier sur un nouveau régime concernant les terrains destinés à la construction). Ce projet fut voué à l'échec, principalement en raison d'une coalition entre grands

et petits propriétaires. Il n'en continua pas moins à susciter un vif intérêt, pour ce qui est des problèmes reliés à la ville. C'est en effet au cours de cette période que naissent de nombreux instituts régionaux auxquels sont confiées les études sur les plans territoriaux et sur les grandes zones urbaines.

Parallèlement, se développe la nécessité d'intégrer les connaissances empiriques ainsi acquises, à un cadre interprétatif satisfaisant (commencent ainsi à être publiées les premières traductions d'importantes études étrangères).¹⁷ S'impose également le besoin d'approfondir davantage les particularités du modèle italien et, par conséquent, de revenir sur les étapes de son développement, à la lumière des discussions qui, au fil des ans, sont venues s'y greffer. Pour ce qui est des «antécédants» nationaux, les écrits de Carlo Cattaneo¹⁸ sont l'objet d'un réexamen attentif lorsque se dessine la discussion sur les plans territoriaux ou sur l'aménagement régional. Il en va de même pour ceux de Giorgio Mortara,¹⁹ lorsque l'on discute des causes du développement des grandes villes italiennes.

Ces brèves considérations nous permettent de conclure que la matrice la plus authentique de l'histoire urbaine italienne récente (et ce qui la distingue de la tradition, par ailleurs très riche, des études d'histoire municipale) s'est formée dans le climat politico-culturel qui a caractérisé cette période. Elle porte du reste les marques de nombreux «coups de maillet» : un fort lien avec l'actualité, un intérêt marqué à saisir les implications sociales des transformations urbaines et territoriales, une forte charge idéologique (qui frise parfois l'idéologisme) et, également, un certain pessimisme (en raison du retard avec lequel mûrissent les réformes institutionnelles réclamées).

3. HISTOIRE URBAINE : PAYS «RÉEL» ET PAYS «OFFICIEL»

3.1 Le pays «réel»

En Italie, outre le pays «officiel» de l'histoire urbaine — c'est-à-dire les études et les ouvrages qui forment l'indispensable soutien de toute carrière académique — il y a le pays «réel», que l'on retrouve hors des sources qui font autorité et qui revêt une importance non négligeable puisqu'il touche un public plus vaste que celui des seuls spécialistes. Je fais ici référence aux expositions consacrées à la ville, au territoire et à leur histoire. Il s'agit là d'initiatives qui, depuis quelques années, tendent à se multiplier de façon considérable²⁰ et qui suscitent souvent un intérêt comparable à celui d'autres types d'expositions de tradition beaucoup plus ancienne (les expositions d'art figuratif, par exemple).

Dans les meilleurs des cas, outre leur importante fonction de vulgarisation (l'appel à la mémoire collective est sans aucun doute la principale raison de leur succès), ces initiatives

ont le mérite de permettre une vision synoptique des thèmes traités. Tel ou tel événement à caractère urbain et immobilier est situé dans le «contexte» de son époque, au moyen d'images pertinemment commentées, qui expliquent les conditions de vie, la stratification sociale, l'organisation du travail, etc. Souvent, le choix, la cueillette et l'exposition du matériel sont autant de moments d'un effort plus large visant à constituer de véritables musées des villes et du territoire.

D'un point de vue strictement historiographique, on doit tenir compte de ces expositions pour au moins deux raisons. Tout d'abord, elles suscitent une véritable mobilisation des nombreux historiens locaux et, par conséquent, servent à introduire des germes de nouveauté et d'actualité dans des études souvent affligées d'un excès de particularisme local.

La deuxième raison est que ces expositions posent le problème, complexe et général, du mode d'utilisation de la documentation iconographique dans les études d'histoire (non seulement urbaine), qui se fondent traditionnellement sur des sources écrites.²¹

Dans ce cas, le problème est particulièrement complexe, non seulement en raison de la très grande richesse du matériel (il suffit de penser à la considérable accumulation de cartographies historiques dans les archives publiques et privées), et de sa nature variée (l'éventail s'étend des plans cadastraux aux photos aériennes)²² et en constante évolution (aux documents filmés viennent maintenant s'ajouter les documents télévisés). La complexité du problème réside surtout dans le fait que cette documentation se veut objective et exhaustive alors que, en réalité, elle est ambiguë (elle se ressent des buts précis pour lesquels elle a été réunie) et fragmentaire (elle ne réussit à saisir que quelques aspects de la réalité). Bref, l'iconographie n'échappe pas à la règle élémentaire à laquelle doit se conformer toute source historique : elle doit être déchiffrée et interprétée avant d'être utilisée.

Et voici que refait surface la question des expositions, de leur signification et de leurs résultats. Le visiteur est culturellement moins autonome que le lecteur. Les périodes de visite sont beaucoup plus brèves que les temps de lecture. L'émotivité (et, pis encore, la nostalgie du passé) ravit du terrain à l'analyse rationnelle. Il y a ainsi de gros risques de malentendus, de substitution de nouveaux clichés aux vieux lieux communs, de diffusion d'une connaissance «par coups d'oeil», etc., C'est, à mon avis, le cas de certaines expositions récentes sur la période fasciste.²³

La question des expositions nous amène à parler de celle du tourisme qui, parmi les phénomènes collectifs, occupe certainement une place de choix et dont la principale raison d'être réside, en Italie, dans l'histoire et dans l'art. Il convient ici de retourner à une observation pertinente, remontant à plusieurs années déjà, au sujet de ceux «qui voyagent comme ils mangent, d'après la carte».²⁴ Mais justement, la *carte* est

en train de changer. Dans le très vaste domaine des publications touristiques — des guides en particulier — on assiste aujourd'hui, en Italie, à un renouveau significatif au plan des contenus, à un élargissement et à un approfondissement du domaine visuel et à l'utilisation de nouvelles techniques d'exposition.

Une attention sans cesse croissante est réservée au motif premier de la visite ou de l'itinéraire touristique : le milieu, qu'il s'agisse d'un centre urbain ou d'un coin de territoire. On s'attarde par conséquent davantage à la culture artistique et matérielle qui s'y est développée au cours de longues périodes, et qui est encore présente dans le cadre urbain et dans la configuration du paysage. Dans les guides de type plus traditionnel, ces aspects sont ignorés au profit de la description de chaque monument pris individuellement, selon un rigide classement hiérarchique établi en fonction des auteurs et des époques.

Ces brèves observations concernent, en particulier, les nouvelles séries de guides publiés par le Touring Club italien.²⁵ Il s'agit d'un ensemble d'initiatives importantes, qu'il ne faut pas perdre de vue dans la présente analyse, et ce pour de nombreuses raisons. Citons, entre autres, les objectifs fixés (la diffusion d'une connaissance historique de la ville et du territoire servant de principal instrument pour leur sauvegarde), le vaste public auquel elles s'adressent (le tirage atteint parfois un demi million d'exemplaires), et la qualité des contenus (certains textes synthétisent très bien l'état des connaissances en histoire urbaine et territoriale du pays et de ses différentes parties).²⁶ Citons également le fait que ces guides témoignent de la façon dont l'histoire de la ville est soutenue par son principal tuteur : l'histoire de l'art.

D'autre part, une initiative d'édition d'une telle portée, qui n'est du reste pas isolée,²⁷ ne pourrait être réalisée si le travail était fait à partir de sources premières. Sa réalisation et son succès dépendent de la disponibilité des études traitant les multiples aspects (politiques, administratifs, militaires, relatifs à l'aménagement, artistiques, culturels, religieux, etc.) de l'histoire des différentes époques et des innombrables lieux traités.

Cette entreprise est rendue possible grâce au nombre réellement très imposant des études sur l'histoire locale. Il suffit de penser que dans la *Bibliografia storica nazionale* (éd. 1978), sont répertoriés les textes de pas moins de 128 revues d'histoire locale, l'équivalent d'un large tiers des périodiques d'intérêt historique. De telles publications sont le fruit du travail des *Deputazioni di Storia Patria*, des sociétés régionales et sous-régionales, des centres d'études urbains ou provinciaux, des écoles, des bibliothèques et des musées, bref des organismes officiels. Mais outre ces sources, il y en a d'autres qui, dans de nombreux cas, existent grâce à l'initiative de groupes locaux et qui échappent à toute forme de «recensement» officiel.²⁸

3.2 Les recherches : contenus et orientations

À l'époque contemporaine, la ville est un système ouvert en expansion. Les capitaux et les idées qu'elle génère viennent modeler le milieu extérieur (territoire et autres centres), de la même façon que les flux de biens et de personnes qui proviennent de l'extérieur, ne cessent de la façonner. Cette condition d'osmose est tout à fait présente dans un pays comme l'Italie, dont la population est nombreuse et fortement concentrée, et dont le réseau urbain est étendu et de formation très ancienne.

Il est alors difficile de tracer une ligne de démarcation entre les études qui traitent de l'évolution de la structure urbaine et celles qui s'intéressent plutôt à l'histoire du peuplement et de l'organisation territoriale. Il est clair que les unes et les autres traitent du même sujet. À des degrés divers, elles s'intéressent en effet à l'environnement bâti, sous chacune de ses facettes. Par conséquent, ces recherches ne se différencient que par l'échelle d'observation.

Pour utiliser la terminologie économique, il conviendrait de parler de micro et de macro histoire urbaine (tout en étant conscient du fait qu'une telle catégorisation est utile surtout pour des fins d'exposé).

a) Urbanisation et organisation territoriale. Conformément à une longue et solide tradition de recherche, une part importante des études récentes sur l'urbanisation s'articule autour de données statistico-démographiques.²⁹ Avec, comme point de départ, des estimations sur l'augmentation du nombre des centres urbains (le seuil est généralement fixé autour des vingt mille habitants) et de leur population résidente par rapport à la population italienne totale,³⁰ les considérations contenues dans ces études ont trait à la forte mobilité territoriale de la population même.

Le phénomène est d'envergure remarquable et atteint, de façon inégale, les diverses régions. Ainsi, durant les cent premières années de vie «unifiée», le Sud a subi des pertes migratoires de neuf millions de personnes. Deux millions d'immigrés se sont concentrés dans les régions du «triangle industriel» (dont les pôles sont Milan, Turin et Gênes) et huit cent mille, dans le Lazio, à Rome en particulier.

Sans les fortes pertes subies par la masse démographique totale (les grandes migrations vers les Amériques entre les années 1880 et la première décennie de notre siècle) et les «transvasements» continus entre les différentes régions du pays, la population italienne serait aujourd'hui beaucoup plus nombreuse et inégalement distribuée sur le territoire.

Elle serait surtout, moins homogène quant aux comportements démographiques (s'est estompée, par exemple, la différence entre les hauts taux de natalité des régions d'exode et ceux, beaucoup plus réduits, des régions d'arrivée) et aux conditions économiques, sociales et

culturelles.³¹ Toutefois, si les migrations internes ont servi à atténuer certaines des grandes disparités entre les principales zones de distribution territoriale (entre Sud et Nord, Est et Ouest), qui constituaient le trait héréditaire le plus lourd de la période précédant l'Unification,³² elles en ont créé d'autres tout aussi graves en raison de la rapidité et de la façon incontrôlée qui ont caractérisé leur avènement.

Dans la reconstitution d'un phénomène aussi complexe et important du point de vue de la croissance urbaine, l'attention des démographes s'est portée surtout sur les périodes de pointe (les vingt ans entre les années 50 et 70 et la période «giolittienne» au début du siècle), périodes où le rapport entre urbanisation et développement industriel apparaissait plus direct. On a, par le fait même, ignoré d'autres périodes pendant lesquelles ces phénomènes se sont produits et de façon non négligeable.

C'est à A. Treves³³ que revient le mérite d'avoir remis en question l'idée, très présente dans l'esprit des amateurs d'histoire contemporaine, d'une faible mobilité territoriale entre les deux guerres, par suite de la stagnation économique (davantage supposée que démontrée) de la période fasciste et de la politique anti-urbaine mise de l'avant par le régime (davantage dans les dispositions législatives de 1928 et de 1938 que dans les faits). En utilisant des sources jumelées (les inscriptions et les radiations dans les actes d'état civil et les recensements), on peut démontrer comment, après 1923, les mouvements internes se poursuivent, nonobstant la crise de 1929-30, et vont jusqu'à atteindre un sommet en 1937 (un million et demi d'habitants, c'est-à-dire 34 % de la population totale). Il s'agit de migrations à grand rayonnement (à partir de la Vénétie et des régions du Sud) orientées principalement vers les villes du triangle industriel et vers Rome, en raison des occasions de travail marginal qu'offrent ces centres. Les possibilités se situent du côté de l'industrie de la construction (comme nous le verrons, il s'agit là d'une période de grande activité d'urbanisation et de construction) ou du commerce de détail et du commerce itinérant. L'étude de A. Treves en a suscité d'autres portant sur les différents contextes régionaux.³⁴

Les dispositions législatives visant à contrôler la mobilité interne de la population remontent à la période précédant le fascisme et se poursuivent jusqu'à la période lui succédant. Leur importance sur le marché du travail urbain et, par conséquent, sur la croissance démographique des centres n'est certes pas négligeable, puisqu'elle se reflète dans la sélection sociale des immigrés et dans le degré d'insécurité de ces derniers en milieu urbain. Ces thèmes sont abordés par M. Sernini.³⁵

Le processus d'urbanisation doit également être considéré d'un point de vue physico-fonctionnel. L'augmentation de la population urbaine suppose, en effet, une expansion de la zone bâtie et des changements dans l'usage des sols. Voilà l'un des aspects importants et, en même temps, l'un des

aspects les plus négligés dans les analyses à long terme, portant sur la dynamique urbaine. La raison d'une telle lacune s'explique surtout par le manque d'information. En effet, dans l'éventail des données «urbaines», celles qui concernent les sols sont certainement les plus rares et les plus fragmentaires, parce qu'elles ne font pas l'objet de statistiques officielles.

À partir des reliefs topographiques publiés par l'Istituto Geografico Militare (Institut géographique militaire) depuis les dernières décennies du siècle dernier, C. Carozzi et R. Rozzi³⁶ ont effectué une série de recherches abordant cette question. Ces études portent sur un groupe de villes de la plaine du Pô, et couvrent la période entre 1881 et 1971.

Certaines de ces villes ont par la suite fait l'objet de recherches plus poussées de la part de R. Fregna.³⁷ C'est ainsi qu'il a été possible de faire la lumière non seulement sur les profondes disparités entre le taux de croissance de la population urbaine et celui du territoire urbain, mais également sur les changements dans la distribution du territoire urbain en fonction de l'utilisation prévue.

Jusqu'à la fin de la dernière guerre, les rythmes de croissance de la population urbaine italienne ont été plus élevés dans les zones dites «faibles» (Centre et Sud), que dans celles dites «fortes» (régions septentrionales).³⁸ À la différence des pays européens qui sont entrés les premiers en phase capitalistico-industrielle, il est donc difficile de trouver, dans le cas de l'Italie, une cause unique ou dominante permettant d'interpréter le processus d'urbanisation à long terme. En effet, pour venir à bout d'une situation aussi particulière, il semble qu'il faille «inverser» les hypothèses normalement avancées. En d'autres termes, on doit se demander dans quelle mesure une certaine répartition de la population italienne entre ville et campagne, et une certaine configuration et fonction des noyaux urbains ont pesé, tant globalement que sur certaines zones régionales en particulier, sur les chances d'essor économique. Les conditions d'origine du peuplement doivent, par conséquent, être considérées comme l'un des préalables à l'industrialisation ou, de façon plus large, à la modernisation.

Cette hypothèse interprétative, avancée il y a plus de vingt ans par A. Caracciolo, a été soumise jusqu'à aujourd'hui à des vérifications empiriques touchant uniquement certaines périodes et certaines régions du pays.³⁹ Ainsi, selon R. Romano, le développement et la diffusion territoriale de l'industrie textile, dans la Haute Lombardie de la fin du siècle dernier, s'expliquent par la présence de forts bassins de main-d'œuvre agricole. Étant donnée l'intégration entre travail au champ et travail en usine, les salaires industriels pouvaient être maintenus à de faibles niveaux dans cette région. Par ailleurs, la dispersion de la population constituait une bonne garantie de paix sociale. Cette situation présente de fortes analogies avec la situation qui prévalait à la même époque dans les vallées du nord de Vicenza. Elle a été

examinée par F. Mancuso qui, entre autres, jette la lumière sur la vision stratégique adoptée par Alessandro Rossi, l'un des pionniers de l'industrie textile italienne et qui s'étend du champ industriel jusqu'à l'organisation entière du territoire (création, par exemple, d'un réseau de tramways) et la planification urbaine.

Plus tard, plus précisément entre les deux guerres, dans la région turinoise, la décentralisation de l'industrie mécanique et automobile, en particulier, serait imputable (grâce à un bon réseau de communication et à des centres urbains proches les uns des autres) à une différenciation et à une rationalisation des cycles de production. Nous nous référons ici aux observations énoncées par R. Gabetti.

Pour généraliser à partir des résultats obtenus de cas particuliers, il faut construire un cadre global de distribution territoriale des sièges industriels, subdivisés en secteurs d'activités. Une première tentative en ce sens a été effectuée par le groupe coordonné par G. Dematteis, pour les trois régions les plus «avancées» (Ligurie, Piémont et Lombardie) entre la fin du siècle dernier et 1921. Ce groupe a procédé, à partir d'enquêtes et de recensements industriels, à un travail complexe d'«homogénéisation» des données.⁴⁰ Une étude de même nature est actuellement en cours pour la Vénétie.⁴¹

En recherchant les causes de la croissance urbaine, l'attention de certains chercheurs s'est portée sur la réorganisation administrative du territoire national, entreprise par les premiers gouvernements de la période qui a suivi l'Unification.

Avec les nouveaux pouvoirs conférés aux *comuni* (municipalités) (dans les domaines de la santé, de la construction, de l'éducation, des services publics, etc.) et, surtout, avec la création des chefs-lieux de provinces (sièges des bureaux périphériques de l'administration d'État),⁴² les rapports entre les différents centres, grands et petits, ont subi une profonde transformation. La hiérarchie urbaine de chaque État pré-unitaire a été rompue et remplacée par une nouvelle hiérarchie beaucoup plus dynamique.⁴³

L'examen des changements dans la distribution hiérarchique des centres nous amène à examiner les relations existant entre eux et, par conséquent, les réseaux de communication (le système ferroviaire, par exemple). Le débat sur les façons possibles de raffermir les liens entre les villes (en soumettant l'Italie, comme il fut dit alors, à une intense «cure de fer») est déjà amorcé pendant la période du *Risorgimento* et présente inévitablement une coloration politique. L'avènement du nouveau moyen de transport est vu comme une occasion de surmonter les barrières, de tout genre, qui s'élèvent entre les États.⁴⁴

Reçue en héritage par le nouvel État, la question ferroviaire forme un tout avec la réalisation de l'objectif

prioritaire de l'Unification : l'intégration économique et sociale des différentes parties du pays.

Pour créer un réseau ferroviaire s'étendant d'un bout à l'autre de la péninsule, on a dû surmonter des difficultés de toutes sortes : notamment, financières (les contraintes budgétaires de l'État vont rendre obligatoire un important recours aux capitaux privés, voire étrangers) et techniques (comme, par exemple, le franchissement de zones marécageuses et la construction de tunnels dans les chaînes montagneuses). Mais il s'agissait également de faire fi d'obstacles dressés par les villes, étant données les initiatives des municipalités, grandes et petites, qui ne voulaient pas perdre les occasions de développement économique que leur offrait le nouveau moyen de transport.

Toutes ces questions ont fait l'objet de nombreuses recherches.⁴⁶ Voici donc que commence à être attentivement examiné un problème : la création (surtout dans les régions du Nord, vers la fin du siècle dernier) d'un dense réseau de chemins de fer locaux qui puisse garantir une intégration croissante entre les grands centres et les territoires limitrophes. Voilà l'une des causes, non l'ultime, de la décentralisation de la production et de l'intégration de l'industrie et de l'agriculture à laquelle nous avons déjà fait allusion.⁴⁶

L'intense effort de modernisation auquel est soumis, à partir de l'Unification, le territoire national⁴⁷ a des répercussions dans de nombreuses sphères. Ainsi, du côté opposé à celui de la ville, on procède à des bonifications et des aménagements du territoire agricole et, parallèlement, à la création de villages ruraux.⁴⁸ L'œuvre de L. Bortolotti concernant la Maremma, vaste région en bonne partie marécageuse au sud de Livourne, occupe une place importante, parmi les études consacrées à l'évolution territoriale de certaines zones du pays.⁴⁹

Sur le plan des ressources qu'il a fallu mobiliser, dans les occasions les plus diverses et surtout durant le premier cinquantenaire de l'Unification, rappelons l'apport des cadres techniques, de ceux que l'on formait surtout dans les nouvelles écoles de génie et dans les instituts polytechniques.⁵⁰ Héritiers d'une culture multidisciplinaire qui, en Italie, trouve son précurseur en la personne de Carlo Cattaneo, ils projettent les grands travaux (réseau ferroviaire, canaux d'irrigation, ports, bonifications, centrales électriques, etc.) non seulement d'un point de vue technique, mais également en tenant compte des implications économiques et sociales. En de nombreuses circonstances ils servent d'intermédiaire entre les initiatives politiques et les sources de capitaux financiers. C'est donc à bon droit qu'ils peuvent être comptés parmi les artisans du paysage que constitue l'Italie moderne.⁵¹

b) Les études sur les villes. Les affirmations, dont il a déjà été question, et qui ont trait aux liens existant, en période contemporaine, entre la transformation du territoire et

l'évolution des villes, sont rarement étayées de façon empirique dans les nombreuses études récentes consacrées aux centres urbains italiens. Mises à part quelques exceptions, l'histoire de ces derniers est fortement empreinte d'une vision urbano-centrique. Elle est également marquée par une certaine tendance à considérer de façon isolée chaque cas d'étude. On réserve en général une place limitée aux analyses comparatives, c'est-à-dire à l'établissement des analogies et des différences que présentent les centres.

Ainsi, la présentation monographique domine dans les recherches d'histoire urbaine et ce style ne disparaît jamais entièrement et ce, même dans les études de synthèse. Par exemple, les sections consacrées à l'Italie, dans l'imposante *Storia dell' Urbanistica* de P. Sica sont, en bonne partie, constituées d'une mosaïque de brefs «cadres» dans lesquels sont esquissés les épisodes les plus significatifs dont ont été progressivement le théâtre, les centres les plus importants de la péninsule.⁵² Il est donc difficile d'en dégager une vue d'ensemble. La preuve en est que les faits saillants de l'évolution urbaine sont souvent présentés de façon à coïncider avec les «scansions» politiques de la vie italienne (ère de la droite historique, de la gauche, ère giolittienne, ère fasciste, etc.) plutôt qu'avec les phases (qui ne correspondent pas nécessairement aux vagues politiques) de croissance et de transformation des villes même.

Par ailleurs, cette difficulté de dégager une vue d'ensemble s'explique, entre autres, par la hâte qui anime l'histoire urbaine italienne de tendre à un renouvellement, tant au plan des thèmes, qu'au plan des méthodes d'utilisation des sources. En outre, pour que cet important engagement porte fruit, il faut une certaine dose de patience. Nous nous limiterons, dans les pages qui suivent, à signaler certains fils conducteurs le long desquels les études semblent progresser à bonne allure et qui constituent de riches sources d'interprétation.

Économie et société en milieu urbain.

Jusqu'à tout récemment, le fondement économique de nombreux centres italiens a été solidement lié à des fonctions d'administration et d'échange. La présence réduite d'industries et le poids d'activités «traditionnelles» porterait donc à croire (plus on recule dans le temps, plus cela devient vrai) que ces centres ne peuvent que difficilement être caractérisés au sens moderne.

En examinant les cas de Ancona, de Bologne et même de Rome, à l'époque de l'Unification, A. Caracciolo⁵³ signale toutefois combien, sous cet amas de cendres, il y a de braise pour un développement, au sens capitaliste du terme. Dans ces villes, en effet, commencent à se multiplier d'importants instituts de crédit liés à des banques étrangères et, souvent, en filiation directe avec elles. On fonde des sociétés commerciales qui n'œuvrent pas uniquement sur le marché

italien. De nouvelles couches de la bourgeoisie sont formées par des entrepreneurs qui rompent l'équilibre des forces traditionnelles du pouvoir. Les liens entre la ville et la campagne se resserrent et les flux migratoires s'intensifient. On entreprend d'importants travaux de réaménagement urbain. Transparaissent, en somme, les symptômes d'une modernisation destinée à progresser malgré l'absence d'industrialisation poussée. C'est là la situation générale qui caractérise la majeure partie des villes italiennes.

Les exceptions sont rares : Milan, Gênes, Turin, par exemple, même si l'on ne pourra parler de leur développement au sens industriel, que seulement une vingtaine d'années plus tard. Le cas du chef-lieu piémontais a été examiné par V. Castronovo⁵⁴ et, récemment, par C. Olmo,⁵⁵ qui a bien su faire ressortir le traumatisme qu'a représenté la transition de première capitale du Royaume, à centre manufacturier. D'autres aspects particuliers et importants sont également traités par D. Costanza,⁵⁶ qui entreprend une soigneuse reconstitution quantitative des activités de construction et du marché immobilier, en utilisant, entre autres, certaines sources fiscales (exemple : le rôle de la taxe sur le pavage). Si à Turin et dans d'autres grandes villes du Nord le développement industriel suit son cours parallèlement à d'autres activités (commerce et administration), l'implantation de l'industrie de base crée de véritables métamorphoses dans un certain nombre de petits centres. C'est le cas, par exemple, de S. Giovanni, aux portes de Milan⁵⁷ et, plus tard, de Porto Marghera aux abords de la Lagune de Venise,⁵⁸ née grâce à une initiative privée. Citons également Terni⁵⁹ (choisie, pour des raisons stratégiques, comme siège de l'industrie métallurgique d'État), sans oublier La Spezia et Taranto,⁶⁰ où l'on a créé à partir de rien les grands arsenaux de la marine militaire.

La présence de l'industrie suppose la formation d'importantes masses de travailleurs. Les historiens sociaux se sont attardés, avec un intérêt toujours grandissant, à leurs conditions de vie et à leur organisation en milieu urbain. L'œuvre fondamentale demeure ici celle de S. Merli, suivie d'une série d'autres recherches traitant des situations individuelles.⁶¹ Toutefois, le développement industriel (et son retard) laisse également une empreinte sur l'organisation de l'espace urbain et sur l'utilisation du sol urbain. Cet aspect, comme nous l'avons déjà mentionné, n'est encore que peu abordé dans les études récentes.⁶²

Conditions de vie dans les villes

On dispose désormais d'une importante moisson de recherches relatives aux conditions hygiéniques, sanitaires, d'habitation et, de façon plus générale, «de vie,» dans les villes italiennes et ce, même sur la période qui nous intéresse plus particulièrement. (Ces recherches couvrent toutefois un arc temporel bien plus vaste que celui qui nous intéresse; elles s'étendent du XII^e siècle à nos jours).⁶³ Voilà un domaine

d'études qui touche les secteurs démographique, économique, social et urbanistique. Les enquêtes sur les modes de vie, en effet, nous amènent nécessairement à considérer la population citadine dans ses structures en groupes professionnels, en classes réparties selon les quartiers, les pâtés de maisons, ou les rues dans lesquelles elles vivent et travaillent. Bref, de ces études, se dégage le «zonage» social de la ville, qui nous apparaît marqué de graves contradictions lorsque s'abattent (comme il est souvent arrivé au cours du dix-neuvième siècle) les maladies infectieuses. C'est le cas de Naples (en particulier de ses quartiers plus vieux et pauvres, autour du port), mais également de Gênes, de Venise et de nombreux autres centres atteints fatalement par le choléra, maladie typiquement urbaine, tout au moins dans la gravité de ses conséquences.⁶⁴

Outre les risques sur le plan hygiénique, le danger qui découle de telles situations et la nécessité d'y faire face, sont à l'origine de nombreuses enquêtes commandées par les organes centraux de l'État, par les municipalités et par certains médecins. Elles font ressortir les carences générales de l'organisation urbaine et, de façon plus particulière, font la lumière sur les conditions dramatiques de logement dans les grands centres et en province.⁶⁵ Le fait d'être conscient des maux et la nécessité de trouver des remèdes alimentent le débat sur la «question urbaine.» De là émanent les premières lois sur «l'hygiène de l'habitation» (au centre de la législation urbaine en voie de formation), les initiatives d'assainissement (c'est le cas du plan de Naples en 1885, rendu possible grâce à une loi spéciale, puis étendu à d'autres municipalités italiennes), les initiatives pour la construction d'habitations populaires. Voilà des questions que nous ne faisons que souligner au passage.

Modernisation des villes et initiatives urbanistiques

Dans le cadre du règlement des problèmes hygiéniques et d'habitation, auquel viennent souvent se greffer des motifs de «décorum» et de représentativité, certaines villes italiennes (tous les principaux centres et un bon nombre des centres moyens) deviennent largement ouvertes à des interventions que nous pouvons qualifier, au sens large, d'initiatives de «modernisation.» Ces interventions vont de la construction de réseaux de services (aqueducs, égouts, transports publics, etc.),⁶⁶ à l'inauguration de nouveaux tracés routiers, et à la démolition et la reconstruction de parties importantes des centres surpeuplés et en piètre condition de salubrité.⁶⁷

Ces opérations complexes posent une série de problèmes qui, pour trouver une solution, requièrent de constantes médiations entre les parties en jeu, c'est-à-dire la communauté locale et les intérêts privés engagés dans les travaux de rénovation et d'expansion urbaine. En réalité, la répartition des rôles n'est pas aussi claire, ne serait-ce qu'en raison des limites du système représentatif (le droit de vote n'est conféré à tous les citoyens, à l'exception des femmes,

qu'au début de ce siècle) et de la large audience que les administrateurs municipaux réservent aux tenants de l'idéologie libérale (pour ne pas parler des véritables collusions qui existent parfois entre les pouvoirs publics et privés).

L'accord entre ces deux parties est sanctionné par les plans d'urbanisme et, à l'intérieur ou à l'extérieur de ceux-ci, par les clauses des conventions qui définissent les droits et les obligations de chacune d'entre elles (propriété immobilière et capital financier d'une part et administration locale de l'autre).⁶⁸

Cette histoire s'étend sur une longue période parce que les pénibles négociations entre les deux protagonistes du développement urbain sont destinées à durer jusqu'à récemment, comme l'a bien fait ressortir L. Airaldi, en examinant le cas, pendant le dernier après-guerre, d'une municipalité de la périphérie milanaise et d'un promoteur immobilier.⁶⁹

C'est ainsi que nous entrons dans le domaine de l'histoire de l'urbanisme, dont l'un des piliers du désormais imposant éventail d'études est certainement *Roma moderna* (Turin, 1971) de Italo Insolera. Ce texte reprend les faits saillants de l'évolution de la capitale, de l'Unification à nos jours. Il les reprend en enquêtant sur les rapports entre propriétaires fonciers, capital financier (privé mais surtout bancaire) et municipalités.⁷⁰ En ce sens, cette étude est redevable à A. Caracciolo qui, dans *Roma capitale* (Rome, 1956) avait commencé, plusieurs années auparavant, à explorer les mêmes thèmes sur le plan de l'histoire administrative et sociale.

À partir de ces études, une série de recherches successives ont esquissé le portrait des acteurs qui, comme protagonistes ou seconds rôles, ont, au fil des ans, pris part à la construction des villes : les propriétaires de maisons et leurs associations, les entreprises de construction,⁷¹ les partis politiques et les forces sociales.⁷²

Au cours du difficile processus de modernisation des villes, le secteur public, a dû surmonter deux principaux ordres de difficultés : les importantes contraintes budgétaires⁷³ (à un tel point que les administrations municipales en arrivèrent à de graves endettements envers l'État et envers les sociétés de crédit et durent concéder une grande place aux capitaux privés mêmes étrangers), et l'inadéquation des instruments juridiques. Ces difficultés ont eu un impact, par exemple, sur la résolution du problème de l'habitation pour les classes moins favorisées et se sont estompées sans toutefois disparaître complètement, grâce à la promulgation d'une loi spéciale en 1903.

La question des habitations populaires (en raison de ses importantes implications sur le plan social et urbain et, également, en raison du regain d'intérêt provoqué par sa

recrudescence actuelle) est certainement l'un des thèmes les plus traités dans les études d'histoire urbaine.⁷⁴ Il manque toutefois jusqu'à maintenant une oeuvre de synthèse qui fasse le point sur les résultats obtenus dans la myriade de recherches locales et qui les rattache à l'ensemble des transformations des villes et de la société italienne, surtout dans la période des réformes qui connurent leur consécration au début du siècle, avec la loi sur la municipalisation des services publics.⁷⁵

4. LES LIMITES DE LA PRESENTE ANALYSE HISTORIOGRAPHIQUE

Les études citées sont nombreuses mais ne représentent qu'une partie des recherches publiées pendant ces dernières années.⁷⁶ Les excuses pour les oublis sont donc de rigueur. L'omission de certaines sources mérite, toutefois, d'être justifiée.

Si l'on ne retrouve, dans ce bref compte-rendu, que quelques rapides mentions sur les études de démographie historique (ces dernières connaissent actuellement en Italie une période de prédilection⁷⁷) c'est qu'elles visent surtout les périodes précédant l'Unification (elles se concentrent sur le nouvel essor démographique qui a eu lieu au cours du XVIII^e siècle). La césure entre les périodes est profonde également en raison de la diversité des sources documentaires (les registres paroissiaux, par exemple, perdent de leur importance une fois institués, au niveau national, les actes d'état civil).

Par ailleurs, l'auteur n'a pas cité de nombreuses oeuvres qui traitent de l'évolution de certaines villes en particulier sur une longue période, dans certains cas, «des origines à nos jours.»⁷⁸ Étant donnée la diversité des sujets (chaque ville, grande ou petite, riche ou pauvre, ayant sa propre histoire), il aurait fallu accorder à chacune d'entre elles l'espace que mérite le travail complexe de synthèse et d'interprétation accompli par l'auteur. S'il est toutefois permis de formuler une observation, on peut dire que ces oeuvres présentent un trait commun : le type de source (la cartographie historique est de loin la documentation la plus utilisée) et, par conséquent, l'accent mis sur la ville comme produit manufacturé.

Enfin un mot sur le «chantier» d'où sortent les études d'histoire urbaine et qui est des plus simples. En fait, il n'existe pas, en Italie, de centres de coordination et d'organisation des recherches, à proprement parler. Les recherches naissent grâce à une myriade d'initiatives qui gravitent autour de certains sujets d'enseignement universitaire (histoire contemporaine, géographie, histoire de l'urbanisme, etc.) et qui tirent leur origine des occasions les plus disparates (expositions, comme nous l'avons déjà mentionné, mais également études préparatoires aux plans d'urbanisme, pour ne fournir qu'un exemple).

Enfin, les deux revues spécialisées (*Storia Urbana* et *Storia della città*, toutes deux fondées en 1977) et les nombreuses autres (*Quaderni storici*, *Studi storici* et *Società e Storia* en particulier), qui consacrent de l'espace aux thèmes ici traités, constituent des points de référence importants pour les études dont il est ici question.

NOTES

1. Je n'en citerai que quelques unes parmi les plus récentes, à ma connaissance: FRANCE: F. Bédarida, «The growth of urban history in France: some methodological trends», paru dans H.J. Dyos, *The Study of Urban History* (1968); L. Bergeron, M. Roncayolo, «De la ville préindustrielle à la ville industrielle. Essai sur l'historiographie française», *Quaderni Storici*, a. IX, f. III, no 27, 1974, reparu dans A. Caracciolo, dir., *Dalla città industriale alla città del capitalismo*, Bologna, Il Mulino, 1975; M. Roncayolo, «La condizione della storia urbana in Francia», paru dans *La Storiografia urbanistica. Atti del Convegno internazionale di storia urbanistica*... Lucca, 24-28 ott. 1975, Lucca, Centro internazionale per lo studio delle cerchie urbane, 1976; D. Roche, «Urban History in France: achievements, tendencies and objectives», *Urban History Yearbook*, 1980; M. Diani, «Le ricerche di storia urbana in Francia: 1968-1978», *Storia Urbana*, no 10, 1980, et no 12, 1980.
ALLEMAGNE FEDERALE: F. Ballerey, K. Hartmann, «Soltanto la storia è all'altezza dei tempi: insegnamento, ricerche e documentazione sulla storia urbana, sulla storia comunale e sulla storia della pianificazione nella Repubblica Federale Tedesca», *Storia Urbana*, no 13, 1980; J. Reulecke, G. Huck, «Urban history in Germany: its development and present condition», *Urban History Yearbook*, 1981.
HOLLANDE: A.C. Hepburn, «Urban History in the Netherlands. A Survey of recent writings and developments», *Urban History Yearbook*, 1976; M. Wagenaar, «Rassegna degli studi sulle città olandesi», *Storia Urbana*, no 9, 1979.
SCANDINAVIE: I. Hammarstrom, «Urban History in Scandinavia. A survey of recent trends», *Urban History Yearbook*, 1978; G. Bortolotti, E. Bortolotti, «Cenni sugli studi di storia urbana dell'ultimo decennio in Danimarca», *Storia Urbana*, no 12, 1980.
ANGLETERRE: H.J. Dyos, «The English Approach to the Urban Past», paru dans *La storiografia urbanistica*; D. Cannadine, «La storia urbana in Gran Bretagna», *Società e Storia*, no 13, 1981.
BELGIQUE: C. Dury, D. Morsa, «Saggio critico degli studi sulla storia urbana in Belgio, 1970-1980: I — Evo antico e Medioevo» (C. Dury), «II — Periodi moderno e contemporaneo» (D. Morsa), *Storia Urbana*, no 17, 1981, et no 18, 1982; R. De Meyer, M. Smets, «Recenti studi sulla storia urbana in Belgio per il XIX secolo e l'inizio del XX», *Storia Urbana*, nos 22 et 23, 1983.
POLOGNE: T. Zarebska, «Gli studi di storia dell'urbanistica in Polonia», *Storia Urbana*, no 11, 1980.
ETATS-UNIS: Z.L. Miller, «Urban History in North America. The United States: a general assessment», *Urban History Yearbook*, 1977; C. Griffen, *Urban History in North America. The United States*, «New Urban History», 1977; M. Frisch, «American Urban History as an example of recent historiography», *History and Theory*, 1979; A. Galanti, «Struttura dell'uso del suolo e crescita urbana. Una rassegna anglo-americana», *Storia Urbana*, no 15, 1981; P. Herlishy et autres, «La storia urbanistica negli Stati Uniti», paru dans *La storiografia urbanistica*; R.A. Mohl, «The new urban history and its alternative: some reflection on recent U.S. scholarship on the Twentieth-century», *Urban History Yearbook*, 1983.
ESPAGNE: J.L. Pinon Pallares, L.C. Alonso de Armino, «Studi di storia urbana in Spagna (1970-1980)», *Storia Urbana*, no 28, 1984.
AUSTRALIE: G. Davison, «Australian Urban History: A Progress Report», *Urban History Yearbook*, 1979.
CANADA: A.F.J. Artibise, P.-A. Linteau, «La Storia urbana in Canada: una rassegna critica degli studi», *Storia Urbana*, no 28, 1984.

- ITALIE: L. Gambi, «I problemi urbanistici odierni del nostro paese, negli scritti dei geografi», paru dans L. Gambi, *Una geografia per la storia*, Torino, Einaudi, 1977; C. Carozzi, A. Mioni, R. Rozzi, E. Sori, «Gli studi sulle città italiane ed i problemi aperti di storiografia urbana», *Storia Urbana*, no 1, 1977; L. Piccinato, «Le origini degli studi di storia urbanistica in Italia», paru dans *La storiografia urbanistica*; P. Pierotti, «Gli studi di storia urbanistica nell'ambito delle discipline storico-architettoniche e storico-artistiche in Italia durante il secondo dopoguerra», *ibid.*; L. Bortolotti, «Aspetti e problemi della storiografia urbana recente in Italia», *Società e Storia*, no 3, 1981, et du même auteur, «Architetti, urbanisti e storia urbana: alcune riflessioni», *Storia Urbana*, no 26, 1984, «Studi recenti di storia del territorio», *IN/Formazione*, no 5, 1984.
2. «Sa matière diffère de celle de l'histoire locale, dans la mesure où elle traite d'un processus historique plus profond, et de celle de l'histoire municipale, parce qu'elle s'intéresse à quelque chose de beaucoup plus large que certains types de gouvernements locaux. Par ailleurs, elle se différencie de l'histoire sociale en ce que son engagement est entièrement dirigé vers l'explication, tant du développement du milieu urbain, que des coutumes existant dans ce dernier. Elle se distingue également des sociologies car son premier propos est d'expliquer le passé urbain. En outre, elle diffère de ses cousines au premier degré dans ce pays (l'Angleterre), l'histoire économique et la géographie, en raison d'un intérêt plus marqué que celui que ces dernières ne peuvent se permettre, avec leurs différentes pratiques, pour les éléments humains et fonctionnels qui composent le théâtre urbain. Elle se distingue également, soulignons-le, d'une série d'autres spécialisations historiques, telles l'histoire de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, des transports, de l'armée et de l'urbanisme, car elle ne traite pas des questions spécifiques». H.J. Dyos, *Urbanity and sub-urbanity: an inaugural lecture delivered in the University of Leicester*, 1st may 1973, Leicester, 1973, p. 25, cité dans D. Cannadine, «La storia urbana in Gran Bretagna».
 3. Référence à la thèse de H.J. Dyos. Voir D. Cannadine, «La storia urbana in Gran Bretagna».
 4. Un essai traitant de la Belgique énumère jusqu'à dix types d'approches, toutes aussi nécessaires les unes que les autres (mais non suffisantes), «pour expliquer une intervention relative à l'organisation de l'espace: «physico-sociale», «économico-financière», «individuelle et psychologique», «matérielle et technique», «architecturale», «socio-économique», «socio-démographique», «socio-politique», «socio-culturelle», «juridico-institutionnelle». En outre, on nous avertit qu'il «ne s'agit pas de traiter ces différentes approches séparément et parallèlement». R. De Meyer, M. Smets, «Recenti studi». Lors d'un examen récent de la production italienne, les études ont pu être réparties selon les types d'approches suivants: «architecture-urbanisme», «culture», «politique», «évolution de l'équipement et des services», «économie», «structure et morphologie urbaines». Voir L. Bortolotti, «Aspetti e problemi».
 5. «We still know too little about the distinctive attributes of urban communities to be able to identify them accurately in comprehensive historical terms, and indeed that is /.../, what urban history is all about, or should be — clarifying and defining by whatever theoretical or empirical forms and behaviour of urban communities, both in themselves and over and against rural communities. That done, if ever it is, the specialism of urban history, into the kind of history which Eric Hobsbawm dreams of», H.J. Dyos, «The task of the urban history», paru dans *La storiografia urbanistica*. Depuis lors (1976), il me semble qu'il n'y ait pas eu d'énormes progrès d'accomplis pour préciser la voie à choisir.
 6. Parmi les études publiées par des auteurs étrangers (en majorité, des géographes et des urbanistes), qui traitent également des problèmes de l'histoire urbaine et territoriale de l'Italie, citons: Pierre Gabert, *Turin ville industrielle*, Paris, P.U.F., 1964; Corwin R. Mocine, «The new plan for Rome», *Journal of the American Institute of Planners*, nov. 1969, traduction italienne parue dans R. Mainardi, dir., *Le grandi città italiane*, Milano, F. Angeli, 1971; du même auteur, «Urban Growth and the new planning law of Italy», *Land Economics*, XLI,

- nov. 1965; H.H. Reed, «Rome: the third sack» *Architectural Review*, CVII, févr. 1950; Robert C. Fried, «Professionalism and politics in Roman planning», *Journal of the American Institute of planners*, mai 1969, traduction italienne parue dans R. Mainardi, dir. *Le grandi città*, p. 49; Robert C. Fried, *Planning the eternal city*, N.Y., Yale Univ. Press., 1973; A.M. Serrone Babonau, *Roma. Dalla città alla metropoli*, Roma, Editori Riuniti, 1983; Renée Rochefort, *Le travail en Sicile*, Paris, P.U.F., 1961; A. Rodgers, *The industrial geography of the port of Genova*, University of Chicago, Dept. of Geography, Research paper no. 66, 1960; Etienne Dalmasso, *Milano Capitale economica d'Italia*, Milano, F. Angeli, 1971, (1^{ère} éd. française, 1968); P. Debold, *Staatlichapplanung im agglomerations-prozess Mailand, 1950-1978*, Dortmund, 1980. (Cette dernière est certainement l'étude la plus complète sur la planification urbaine récente à Milan. Quant à l'étude de E. Dalmasso, elle constitue la synthèse la plus ample et la mieux documentée sur l'évolution de la ville de Milan à l'époque contemporaine. Voir aussi, L. Faccini, dir., «La storia d'Italia nelle reviste straniere», *Società e Storia*, 1978, n° 1 (articles parus entre 1970 et 1974) et *ibid.*, n° 6, 1979 (période 1975-1976).
7. En effet, dans la *Bibliografia di storia delle città italiane* (janv. 1978-août 1982) publiée sous la direction de G. Montecchi, par la Commission Internationale pour l'Histoire des villes, Bologne, 1982, on cite jusqu'à 922 titres pour la période visée.
8. L. Gambi, «I problemi urbanistici»; B. Cori, «Storia urbana e discipline geografiche in Italia», paru dans *La storiografia urbanistica*.
9. A. Pizzorno, «Sviluppo economico e urbanizzazione», paru dans A. Cavalli, dir., *Economia e Società*, Bologna, Il Mulino, 1972.
10. P. Pierotti, «Gli studi di storia»; L. Piccinato, «Le origini degli studi».
11. Voir H.J. Doys, «Agenda for Urban Historians» paru dans H.J.D., *The Study of Urban History*, London, E. Arnold, 1968, p. 39, n° 128.
12. Pour une parenthèse sur le développement économique italien, voir V. Castronovo, «La storia economica dall'Unità ad oggi», paru dans coll. aut., *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 1975, vol. IV; en particulier le chapitre intitulé «Ieri ed oggi», où l'auteur tente un bilan cumulatif des progrès accomplis et des déséquilibres actuels. L'étude qui approfondit le plus cette question est *Gli Annali dell'Economia italiana*, Milano, Ipsoa, dont ont déjà été publiés cinq volumes (1861-1914) rédigés par Epicarno Corvino. On en prévoit encore dix (jusqu'à nos jours) auxquels s'ajouteront deux volumes de documents photographiques.
13. O. Vitali, *Aspetti dello sviluppo economico italiano alla luce della ricostruzione della popolazione attiva*, Roma, Fac. di scienze statistiche, Ist. di Demografia, 1970; du même auteur, *La popolazione attiva in agricoltura attraverso i censimenti italiani (1861-1961)*, *ibid.*, 1968. La population active agricole est passée de 43,8 % (1951) à 18,8 % (1971).
14. Selon de très récentes statistiques de l'O.C.D.E., le revenu per capita — à pouvoir d'achat égal — est, en liras italiennes, de 14 228 500, en Italie; de 15 188 650, en Grande-Bretagne; de 17 000 000, en France; de 18 169 600, en Allemagne fédérale; et de 18 316 560, au Danemark.
15. L. Gambi, «I valori storici dei quadri ambientali», paru dans coll. aut., *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 1972, vol. I; du même auteur, «Da città ad area metropolitana», *ibid.*, vol. V, t. 1. Voir également *Contributo dell'Italia alla Conferenza dell'Habitat*, Organisation des Nations Unies, O.N.U., Vancouver, 1976.
16. Voir Centro Nazionale di Prevenzione e di Difesa Sociale, *Gli squilibri regionali e l'articolazione dell'intervento pubblico*. Actes du congrès tenu à Turin et à Saint-Vincent du 3 au 7 septembre 1961, Milan, Lerici editore, 1962.
17. Parmi les principes oeuvres traduites, citons, par ordre chronologique de parution en Italie : M. Weber, *Wirtschaft und Gesellschaft* (1950); L. Mumford, *The Culture of Cities* (1954); S. Giedion, *Space, Time and Architecture* (1954); M. Poete, *Introduction à l'urbanisme* (1958); L. Mumford, *Technics and Civilisation* (1961) et *The City in History* (1963); P.A. Sorokin, *Social Mobility & Social and Cultural Mobility* (1956); R.E. Park, E.W. Burgess, R. McKenzie, *The City* (1967); P. Geddes, *Cities in Evolution* (1970); R. Unwin, *The Town-Planning Practice* (1971); W. Hegemann, *Das steinerne Berlin* (1975); etc.
18. En particulier les écrits sur la ville, sur la question ferroviaire, sur la répartition de la population par rapport aux travaux publics, etc. Les écrits de Carlo Cattaneo ont fait l'objet de nombreuses rééditions, dont le recueil publié par A. Bertolino, Firenze, Le Monnier, 1956. Voir Ambrosoli, «Cattaneo e i problemi del territorio» et D. Castelnovo Frigessi, «La città nella storia d'Italia», parus dans C. G. Lacaita, *L'Opera e l'eredità di Carlo Cattaneo*, vol. 1 — *L'Opera*, Bologna, Il Mulino, 1975.
19. G. Mortara, *Le popolazioni delle grandi città italiane, studio demografico*, Torino, Utet, 1968. Ces thèmes seront repris dans d'autres études menées par le même auteur. G. Mortara, *Curriculum vitae. Notizie dell'opera scientifica*, Roma, Ist. di Demografia dell'Università, 1968.
20. Il est impossible de fournir, ne serait-ce qu'à titre indicatif, une liste des expositions sur le thème de la ville, du territoire, et de leur histoire, organisées récemment en Italie. En Toscane seulement, on en a dénombré jusqu'à 24 (dont 21 avec catalogue), dans les grands comme dans les petits centres, pour la période allant de 1980 à 1983. La liste est d'ailleurs probablement incomplète. Voir *Castastorie. Notiziario di storia delle cartografie e cartografia storica*, n° 1, juin 1984, pp. 4-5. On trouvera des considérations générales sur ce thème dans L. Gambi, «Mostre emiliano romagnole di materiali per la storia urbana», *Storia Urbana*, n° 6, 1978.
21. V. Castronovo, «Mass media e storia contemporanea», *Società e Storia*, n° 11, 1981.
22. À propos de l'utilisation de ces sources dans les études sur les transformations urbaines et territoriales, voir L. Gambi, «Cartografia storica», paru dans coll. aut., *La storiografia italiana negli ultimi vent'anni*, Milano, Marzorati, pp. 1361-78; coll. aut., *Foto aerea e storia urbanistica*, Roma, Edigraf, 1979; A. Marcarini, «Fonti cartografiche non ufficiali per lo studio delle trasformazioni territoriali : le carte d'Italia del Touring Club Italiano, 1907-14», *Storia Urbana*, n° 18, 1982; Giovanna Alvisi, «Un documento fra passato e futuro. La fotografia aerea come base per la comprensione del valore storico del territorio», paru dans *Storia Urbana*, n° 27, 1984; F. Prosperetti, «Fotografia aerea e catalogazione dei beni culturali: un contributo alla storia del territorio», paru dans *Storia Urbana*, n° 27, 1984; L. Bortolotti, «Le «tavole» dell'Istituto Geografico Militare come fonte per la storia del territorio», paru dans *Storia Urbana*, n° 27, 1984.
23. Je fais surtout référence à l'exposition *Anni Trenta. Arte e cultura in Italia* (Milan, de janvier à avril 1982). Les fortes polémiques soulevées à l'occasion de cette exposition sont ravivées par l'exposition *L'economia italiana tra le due guerre* (Rome, de septembre à novembre 1984).
24. S. Morgan, *L'Italie*, Paris, 1821 vol. II, p. 235, cité dans L. Di Mauro, «L'Italia e le guide turistiche dall'Unità ad oggi», p. 370, note 2 parue dans C. De Seta, dir., *Il Paesaggio, Storia d'Italia — Annali*, vol. 5, Torino, Einaudi, 1982.
25. La collection en cinq volumes du Touring Club italien, intitulée «Capire l'Italia» (Comprendre l'Italie) : I — *I paesaggi umani* (Les paysages humains); II — *Le città* (Les villes); III — *I beni culturali* (Les biens culturels); IV — *I beni della cultura materiale* (Les biens de la culture matérielle); V — *Turismo e tempo libero* (Tourisme et temps libre). Il y a également le guide en trois volumes intitulé *Città da scoprire. I centri minori* : 1 — *Italia settentrionale* (L'Italie septentrionale) (1983); 2 — *Italia centrale* (L'Italie centrale) (1984); 3 — *Italia meridionale e isole* (L'Italie méridionale et les îles) (en cours). Dans le premier volume, on documente (avec cartes thématiques à l'échelle de 1 : 15 mille environ) l'évolution urbaine d'une cinquantaine de centres urbains qui ne sont pas des chefs-lieux de province. Outre les initiatives du T.C.I., citons, parmi les guides consacrés à des villes en particulier, l'excellent C. Bassi, *Nuova guida di Ferrara. Vita e spazio nell'architettura di una città emblematica*, 1981.
26. En particulier, les analyses contenues dans *Le città*, de la collection «Capire l'Italia» du T.C.I., Vol. II (1978) : L. Gambi, «La città e l'or-

- ganizzazione dello spazio in Italia»; G. C. Susini, «La città antica»; M. Sanfilippo, «Dalla crisi urbana del periodo tardoantico alle città-stato tardomedievali»; F. Mancuso, «Dal Quattrocento all'Ottocento: le città di antico regime»; A. Mioni, «Le città di antico regime»; A. Mioni, «Le città nell'epoca dell'industrializzazione; dall'Unità alla prima guerra mondiale» et «Le città italiane fra le due guerre»; G. Dematteis, «La crisi della città contemporanea».
27. Voir la série de volumes grand format sur les centres historiques, publiés par la maison Silvana Editoriale, de Milan. Ont été publiés : *Lombardia* (1975), *Toscana* (1977), *Veneto* (1979) et *Trentino* (1981). Voir surtout, la collection *Storia d'Italia, Le regioni dall'Unità ad oggi*, Torino, Einaudi. Ont été publiés : *Piemonte* (de V. Castronovo, 1977) et *Veneto* sous la direction de S. Lanaro, 1983). Sont en cours : *Calabria, Campania, Toscana, Sicilia, Emilia-Romagna, Sardegna*. Pour ce qui est des monographies (souvent en plusieurs volumes), voir A. Caracciolo, «La storia delle città italiane in età moderna attraverso le grandi opere collettane», paru dans *La storiografia urbanistica*. Depuis la rédaction du texte (1976), la liste s'est considérablement enrichie.
 28. A. Bartoli Langel, «Le riviste storiche locali, 1947-78. (Dalla *Bibliografia storica nazionale*)», *Quaderni storici*, n° 54, 1983. Les tables des matières annuelles de nombreuses revues historiques locales sont souvent publiées dans *Storia delle città*.
 29. A. Golini, dir., *Bibliografia delle opere demografiche in lingua italiana (1930-1965)*, Istituto di Demografia dell'Università di Roma, 1966; A. Golini, G. Caselli, dir., *Bibliografia delle opere demografiche italiane*, *ibid.*, 1973. Les auteurs travaillent actuellement à une mise à jour de ces études.
 30. F. Spagnoli, «Popolazione urbana e rurale» paru dans *Sviluppo della popolazione italiana dal 1861 al 1961*, «Annali di Statistica», série VIII, vol. 17, Roma, 1965; A. Golini, «Prospettive storiche e territoriali sull'accrescimento demografico di centri urbani», paru dans coll. aut., *Le migrazioni interne in Italia*, Firenze, Scuola di Statistica dell'Università, 1967.
 31. Voir, par exemple, A. Golini, *Distribuzione della popolazione, migrazioni interne e urbanizzazione della popolazione in Italia*, Roma, Istituto di Statistica dell'Università, 1974; O. Vitali, «L'evoluzione rurale e urbana in Italia (1951-1971)» et «Lo sviluppo dell'urbanizzazione in Emilia-Romagna», *Statistica*, n° 2, 1981.
 32. G. Luzzato, «Gli equilibri fra regione e regione e l'unità nazionale»; G. Talamo, «Il problema della diversità e degli squilibri regionali nella cultura politica italiana dal periodo dell'Unificazione alla caduta della destra»; G. Arfé, «Il problema della diversità e degli squilibri regionali nella cultura e nella politica italiana dalla caduta della destra all'avvento del fascismo»; E. Passerin D'Entrèves, «Gli aspetti storici degli equilibri regionali», parus dans *Gli squilibri regionali*. Pour les questions plus précisément démographiques, N. Federici, «La misura degli equilibri demografici regionali e le loro modificazioni in Italia dal 1861 al 1961», *Rivista italiana di economia, demografia e statistica*, nos 1-4, 1968.
 33. A. Treves, *Le migrazioni interne nell'Italia fascista*, Torino, Einaudi, 1976 et «La politica antiurbana del fascismo e un secolo di resistenza all'urbanizzazione industriale», paru dans A. Mioni, dir., *Urbanistica fascista. Ricerche e saggi sulle città e il territorio, sulle politiche urbane in Italia tra le due guerre*, Milano, Angeli, 1980; E. Sori, *L'emigrazione italiana, dall'Unità alla prima guerra mondiale*, Bologna, Il Mulino, 1980; du même auteur, «Emigrazione all'estero e migrazioni interne in Italia fra le due guerre», A. Nobile, «Politica migratoria e vicende dell'emigrazione durante il fascismo», paru dans *Il Ponte*, nov-déc. 1974.
 34. Par exemple, T. Tomaselli, *Demografia e società in Campania tra le due guerre*, Napoli, Guida, 1982; E. Scarzella, «L'emigrazione veneta nel periodo fascista», *Studi storici*, n° 2, 1977; G. Bettuzzi, F. Tassinari, «Spopolamento e movimento demografico naturale nell'Appennino tosco-emiliano fra le due guerre», *Storia Urbana*, n° 6, 1978.
 35. M. Sernini, «Le circoscrizioni amministrative nella politica di controllo degli insediamenti in Italia, dal 1925 ad oggi», *Storia Urbana*, n° 6, 1978. A propos de l'administration locale en période fasciste, E. Rotelli, «La trasformazione dell'ordinamento comunale e provinciale durante il regima fascista» paru dans S. Fontana, dir., *Il fascismo e le autonomie locali*, Bologna, Il Mulino, 1973; P. Calandra, «I pieni poteri per la riforma amministrativa» et R. Ruffilli, «La riforma amministrativa del 1922-24 e la crisi del liberismo amministrativo», parus tous deux dans *Rivista Trimestrale di diritto pubblico*, n° 3, 1975.
 36. C. Carozzi, R. Rozzi, *Suolo urbano e popolazione. Il processo di urbanizzazione nelle città padane centro-orientali fra 1881-1971*, Milano, F. Angeli, 1980.
 37. R. Fregna, «Crescita urbana e modernizzazione delle città dell'Emilia», *Quaderni emiliani*, n° 7, 1980.
 38. C. Carozzi, «Il processo di urbanizzazione», paru dans C. Carozzi, A. Mioni, dir., *L'Italia in formazione. Ricerche e saggi sullo sviluppo urbanistico del territorio nazionale*, Bari, De Donato, 1970.
 39. A. Caracciolo, «Il caso italiano di sviluppo e alcuni nuovi problemi», introduction de l'ouvrage dirigé par le même auteur, *La formazione dell'Italia industriale*, Bari, Laterza, 1963.
 40. G. Aliberti, «Sviluppo urbano e industrializzazione: note su un modello di interdipendenza», *Storia Contemporanea*, nos 2 et 3, 1975; A. Mioni, «La trasformazione dell'assetto storico del territorio lombardo nell'età fjinindustriale», paru dans A. Mioni, R. Rozzi, dir., *I centri storici della Lombardia*, Milano, Silvana edit., 1975; F. Mancuso, «Schio, Nuova Schio ed Alessandro Rossi», *Storia Urbana*, n° 2, 1977; R. Romano, «Le basi di una localizzazione industriale: l'industria cotoniera lombarda nell'800», *ibid.*, n° 4, 1978; R. Gabetti, «Fordismo et territorio in Italia durante il fascismo», *ibid.*, n° 8, 1979; G. Dematteis, G. Lusso, G. Di Meglio, «La distribuzione territoriale dell'industria in Italia nord-occidentale, 1887-1927», *ibid.*, n° 8, 1975. Pour un débat général sur le rapport usine-ville, voir également, I. Insolera, «Europa XX secolo: ipotesi per una nuova definizione della città», in A. Caracciolo, *Dalla città preindustriale*.
 41. L. Bortolotti, C. Carozzi, R. Rozzi, *Atlante delle trasformazioni territoriali del Veneto (1866-1981), Sezione Industria*, recherche en cours à l'Istituto Universitario di Architettura, Venise.
 42. À propos de l'organisation administrative italienne, voir *Atti del congresso celebrativo del Centenario delle leggi amministrative*, Vicenza, Neri Pozza, 1967, en particulier les volumes traitant de *I Comuni*, aux soins de M.S. Giannini et *Le Province*, aux soins de A. Amorth. À propos de l'organisation en période pré-unitaire, A. Petracchi, *Le origini dell'ordinamento comunale e provinciale italiano*, Vicenza, Neri Pozza.
 43. L. Gambi, «Il reticolo urbano in Italia nei primi vent'anni dopo l'Unificazione», paru dans A. Caracciolo, dir., *Dalla città preindustriale*; du même auteur, «La maglia urbana in Italia e la sua evoluzione dagli anni dell'Unificazione à l'ultima guerre mondiale: perception del fenomeno nella cultura coeva», *Storia Urbana*, n° 1, 1977. Pour une analyse statistico-quantitative à long terme de la hiérarchie urbaine d'une région, voir A. Galanti, «L'analisi quantitativa dello sviluppo delle reti urbane: il Veneto 1871-1971», *Storia Urbana*, n° 13, 1980. Pour un éventail des études récentes (également à caractère historique), voir B. Cori, «Storia urbana e discipline geografiche in Italia», paru dans *La storiografia urbanistica... op. cit.*; du même auteur, «Gli studi geografici nelle aree di gravitazione urbana in Italia: risultati e limiti», *Storia Urbana*, n° 2, 1977; G. Dematteis, «La rete urbana italiana, 1945-75, Rassegna degli studi», *Storia Urbana*, n° 1, 1977.
 44. Voir C.B. Cavour, «Des chemins de fer en Italie», *Revue Nouvelle*, 1846; sur la pensée de C. B. Cavour, voir F. Aresse, *Cavour e le strade ferrate (1839-1850)*, Milano, 1953.
 45. Sur les liens entre réseau ferroviaire et développement urbain, outre L. Gambi, *Il reticolo urbano*, voir C. Carozzi, «Lo sviluppo della rete ferroviaria, paru dans C. Carozzi, A. Mioni, *L'Italia in formazione*; I. Insolera, «L'Urbanistica», paru dans coll. aut., *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 1973, vol. 5. De façon générale, I. Briano, *Storia delle ferrovie in Italia*, Milano, 1977; pour l'Italie méridionale, l'étude

- récente de N. Ostuni, *Iniziativa privata e ferrovie nel Regno delle Due Sicilie*, Napoli, Giannini, 1980.
46. A. Marcarini, «Nascita e sviluppo delle linee tramviarie extra-urbane in Lombardia, 1876-1918»; F. Tomasetti, «Trasporti pubblici nella città e nel territorio di Firenze, 1860-1915», parus tous deux dans *Storia Urbana*, n° 7, 1979; C. Negrello, «Lo sviluppo della rete tramviaria nella provincia di Vicenza, 1877-1911»; G. Bezzi, «La costruzione della rete tramviaria nella provincia di Bologna, 1860-1900»; A. Marcarini, «L'elettrificazione, lo smantellamento e la sostituzione della rete tramviaria extra-urbana in Lombardia, 1910-1960», tous parus dans *Storia Urbana*, n° 14, 1981; coll. auto., *Ferrovie Nord-Milano 1879-1979*, Milano, 1979.
 47. A. Mioni, *Le trasformazioni territoriali in Italia nella prima età industriale*, Venezia, Marsilio, 1976.
 48. Coll. aut., *La modernizzazione difficile. Città e campagne nel Mezzogiorno dall'età giolittiana al fascismo*, Bari, De Donato, 1983; G. Della Valentina, «Agricoltura e aspetti del rapporto città-campagna in Lombardia tra prima e seconda guerra mondiale», *Società e Storia*, n° 20, 1983; G. Barone, «Statalismo e Riformismo: l'opera nazionale combattenti (1917-1923)», *Studi Storici*, n° 1, 1984; C. Rotelli, «Bonifica e fascismo», *Ricerche storiche*, n°s 2-3, 1981; du même auteur, «La bonifica e la crisi in Toscana», *Ricerche storiche*, n° 2, 1983; T. Isenbourg, *Investimenti di capitale ed organizzazione di classe nelle bonifiche ferraresi (1872-1901)*, Firenze, Nuova Italia, 1971; du même auteur, *Acque e Stato. Energia, bonifiche, irrigazione in Italia fra 1930 e 1950*, Milano, Angeli, 1981; N. Calice, «La politica agraria fascista in Basilicata», *Studi storici*, n° 2, 1978; G. Bruno, «Bonifica integrale e trasformazioni ambientali in Campania», *Studi Storici*, n° 1, 1984; G. De Luca, «La politica territoriale nell'esperienza di riforma agraria: l'Opera Valorizzazione Sila», *Storia Urbana*, n° 18, 1982; E. Corvaglia, M. Scionti, «Bonifiche e colonizzazione in Capitanata negli anni trenta», *Storia Urbana*, n° 25, 1983.
 49. L. Bortolotti, *La Maremma settentrionale, 1738-1970*, Milano, Angeli, 1976.
 50. P. Morachiello, *Ingegneri e territorio nell'età della Destra (1860-1875)*, Roma, Officina, 1976; C. Cresti, L. Zangheri, *Architetti e Ingegneri nella Toscana dell'Ottocento*, Firenze, Uniedit, 1978; E. Concina, «Architettura rurale nei trattati italiani tra 1780 e 1870», parus dans P. Morachiello, G. Teyssot, *Le macchine imperfette*, Roma Officina, 1980; M. Stampacchia, *Tecnocrazia e ruralismo. Alle origini della bonifica fascista*, Pisa, ETS, 1983.
 51. V. Fontana, *Il nuovo paesaggio dell'Italia giolittiana*, Bari, Laterza, 1981.
 52. P. Sica, *Storia dell'Urbanistica*, Bari, Laterza, 1977-78; *L'Ottocento*, vol. 1, chap. VI — «Gli sviluppi urbanistici nell'Italia unitaria», *Il Novecento*, vol. 2, chap. V — «L'Italia nel ventennio fra le due guerre».
 53. A. Caracciolo, «Dalla città tradizionale alla città nell'età del capitalismo», *Quaderni storici*, n° 27, 1974.
 54. V. Castronovo, «Lo sviluppo urbano di Torino nell'età del decollo industriale», *Storia Urbana*, n° 2, 1977.
 55. C. Olmo, «Torino da città capitale a città industriale», *Studi storici*, n°s 1 et 2, 1983.
 56. D. Costanza, «Popolazione attività edilizia e mercato immobiliare a Torino fra il 1850 ed il 1880», *Storia Urbana*, n° 6, 1978.
 57. G. De Vecchi, L. Bosio, «Localizzazione e primo sviluppo dell'industria siderurgica a Sesto S. Giovanni, dalla fonderia Camona alle acciaierie Falck (1893-1911)», *Ricerche storiche*, n° 1, 1978.
 58. S. Peli, «Le concentrazioni industriali nell'economia di guerra: il caso di Porto Marghera», *Studi Storici*, n° 1, 1975; C. Chinello, *Porto Marghera, 1902-1926. Alle origini del problema di Venezia*, Venezia, 1979; W. Dorigo, *Una legge contro Venezia. Natura, storia, interessi sulla questione della città e delle laguna*, Roma, Officina, 1973; F. Piva, G. Tattara, dir., *I primi operai di Marghera, Mercato, reclutamento, occupazione, 1917-1940*, Venezia, Marsilio, 1984.
 59. F. Bonelli, *Lo sviluppo di una grande impresa in Italia. La Terni del 1884 al 1962*, Torino, Einaudi, 1975; G.P. Gallo, *Grande industria e società a Terni fra Otto e Novecento*, Terni, Amm.ne Provinciale, 1983.
 60. P. Cevini, *La Spezia*, Genova, Sagep, 1984; A. Fara, *La Spezia*, Bari, Laterza, 1983; R. Nistri, *Cafoni, arsenalotti e galantuomini. Taranto dalla prima industrializzazione all'avvento del fascismo*, Bari, Ed. del Sud, 1980.
 61. S. Merli, *Proletariato di fabbrica e capitalismo industriale, 1880-1900*, Firenze, Nuova Italia, 1972; C. Petraccone, «Mobilità sociale e coscienza di classe: il caso di Napoli a metà Ottocento», *Società e Storia*, n° 2, 1978; M. Marmo, *Il proletariato industriale a Napoli nell'età industriale*, Napoli, Guida, 1978; M. Cattaruzza, *La formazione del proletariato urbano. Impianti, operai di mestiere, donne a Trieste dalla metà del 19° secolo alla prima guerra mondiale*, Torino, Musolini, 1979.
 62. C. Carozzi, R. Rozzi, «Uso del suolo in una grande città: Milano 1936-1970. Primi risultati di una ricerca», *Storia Urbana*, n° 15, 1981; P. Piazzi, *La crescita metropolitana abusiva*, Roma, Officina, 1982. Ce dernier auteur fait allusion à Rome et à son développement marginal. Sur les rapports entre peuplement et développement physique des villes, voir L. Gambi, «Evoluzione storica delle città italiane, fino agli inizi del nostro secolo: eventi urbanistici e loro rapporti con gli eventi demografici», parus dans coll. aut., *La demografia storica delle città italiane*, Bologna, Clueb, 1982.
 63. Voir les actes des deux récents congrès publiés respectivement dans E. Sori, *Città e controllo sociale in Italia tra XVIII e XIX secolo*, Milano, Angeli, 1980 et dans coll. aut. *Timore e carità: I poveri nell'Italia moderna*, Cremona, 1982.
 64. Sont publiés dans le n° 3 de *Storia Urbana*, 1977, A. Forti Messina, «Il colera e le condizioni igienico-sanitarie di Napoli nel 1836-37», développé dans *Società ed epidemia. Il colera a Napoli nel 1836-37*, Milano, F. Angeli, 1979; G. C. Dardano, «Epidemia, contesto urbano ed intervento di risanamento a Genova, 1830-1880»; L. Panzeri, «Miglioramenti igienici e tifo addominale a Milano, dall'Unità alla prima guerra mondiale»; G. Arcangeli, «Diffusione della tubercolosi e azione del comune di Milano, 1896-1914». Voir aussi M.L. Betri, *Le malattie dei poveri. Ambiente urbano, morbidità, strutture sanitarie a Cremona nella prima metà dell'800*, Milano, F. Angeli, 1981; A. Forti Messina, «L'Italia dell'Ottocento di fronte al colera» et E. Sori, «Malattie e demografia», parus tous deux dans F. Della Peruta, dir., *Malattia e Medicina*, vol. 7 de *Storia d'Italia — Annali*, Torino, Einaudi, 1983.
 65. S. Alberti, «Le condizioni di abitazione in Italia nel 1881», *Economia e Storia*, n° 3, 1961; C. Carozzi, «Le abitazioni nei capoluoghi di provincia italiani intorno al 1880: alla ricerca di alcune differenze fra Nord e Sud», *Storia Urbana*, n° 3, 1977; P. Somma, «Le inchieste municipali sulle abitazioni nel primo decennio del '900», *ibid.*, n° 21, 1981.
 66. D. Calabi, «I servizi tecnici a rete e la questione della municipalizzazione nelle città italiane (1880-1910)» parus dans P. Morachiello, G. Teyssot, *Le macchine*; coll. auto., *La costruzione di Milano moderna, Case e servizi in un secolo di storia cittadina*, Milano, Clup, 1982; E. Grottanelli, «La politica dell'amministrazione comunale di Milano, intorno ad alcuni problemi igienico-sanitari e della sicurezza collettiva», *Storia Urbana*, n° 12, 1980; G.L. Ricci, «Politica, amministrazione e servizi pubblici a Perugia, 1893-1903», *ibid.*, n° 4, 1978; C. Barzalotti Barbieri, «Nascita dei trasporti pubblici milanesi, 1860-1900», *Storia Urbana*, n° 7, 1979; G. Trerisini, «Il problema del traffico e dei trasporti nell'area urbana milanese, 1900-1948», *AMT Storia del trasporto pubblico a Genova*, Genova, Sagep, 1980.
 67. M. Marmo, «Il piano di «risanamento» del 1885 a Napoli», *Storia Urbana*, n° 2, 1977 et «Il finanziamento delle trasformazioni urbanistiche nell'800: il caso di Napoli», parus dans A. Caracciolo, dir., *Dalla città preindustriale*; C. Cresti, S. Fei, «Le vicende del «risanamento» al Mercato Vecchio a Firenze», *Storia Urbana*, n° 2, 1977; G. Cresti, G. Orefice, *Caratteri sociali, situazioni ambientali e piani di risanamento*; A. Villari, *Piani urbanistici per una grande città metropolitana: l'esperienza di Milano*, Milano, Vita e Pensiero, 1977; M. Lacave, «L'operazione di Via Dante a Milano», *Storia Urbana*, n° 25, 1983; M. Boriani, A. Rossari, «La Milano del Piano Beruto», *Rivista Milanese di Economia* n° 10, 1984.

68. À propos des conventions et des actes de concessions immobilières, voir Mazzarelli, *Le convenzioni urbanistiche*, Bologna, Il Mulino, 1979 et «La licenza edilizia fra atto e programma», *Storia Urbana*, n° 20, 1982; M. Lacave, «Gli strumenti giuridici della politica urbana in Italia nella seconda metà dell'800», *Storia Urbana*, n° 24, 1983. À propos de la formation ultérieure de la loi italienne d'urbanisme, M. Romano, *L'urbanistica in Italia nel periodo dello sviluppo, 1942-1980*, Venezia, Marsilio, 1980; F. Venturi, «La formazione della legge urbanistica italiana», *L'Ufficio Tecnico-Dossier*, n° 1, 1983.
69. L. Airal di, «R. Zingone, Due casi di pianificazione urbanistica privata : il quartiere Zingone di Trezzano sul Naviglio e Zingonia», *Storia Urbana*, n° 15, 1981. Pour le chef-lieu piémontais, B. Bianco, A. Frisa, «L'operazione Ansaldo-SILP a Torino : una grossa proprietà fondiaria di origine industrielle nel processo di costruzione della città», paru dans *Torino fra le due guerre*, Torino, 1981, catalogue de l'exposition; R. Curto, «Rapporti fra capitale industriale e capitale immobiliare a Torino durante il fascismo», *ibid.* À propos de la propriété immobilière urbaine, voir les essais publiés dans C. Carozzi, L. Gambi, *Città e proprietà immobiliare in Italia negli ultimi due secoli*, Milano, Angeli, 1981.
70. Voir aussi L. Benevolo, *Roma oggi*, Bari Laterza, 1977. Pour un cadre d'ensemble des expériences urbaines italiennes, voir I. Insolera, *L'Urbanistica*.
71. L. Bortolotti, *Storia della politica edilizia in Italia. Proprietà, imprese edili e lavori pubblici dal primo dopoguerra ad oggi (1919-1970)*, Roma, Editori Riuniti, 1978; F. Tomasetti, «I proprietari di case in Italia : organizzazione, politica, ideologia dal 1895 a 1906», *Storia Urbana*, n° 12, 1980.
72. Par exemple, relativement à Milan, M. Punzo, *Socialisti e radicali a Milano. Cinque anni di amministrazione democratica (1899-1904)*, Firenze, Sansoni, 1979; du même auteur, «Riformisti e politica comunale», paru dans A. Riosa, dir. *Il socialismo riformista a Milano agli inizi del secolo*, Milano, F. Angeli, 1981; E. Tortoreto, P. Colombini, «Le forze politiche nella formazione del nuovo P.R.G.», paru dans coll. aut. *Milano, fra guerra e dopoguerra*, Bari, De Donato, 1976; P. Colombini, «La politica della Amministrazione Comunale di Milano e il ruolo dei partiti e delle forze sociali, 1945-70», *Storia Urbana*, n° 20, 1982. Parmi les études d'histoire de l'administration locale, l'oeuvre de base est celle de E. Ragionieri, *Storia di un comune socialista, Sesto Fiorentino*, Roma, Editori Riuniti, 1953, réédité en 1976.
73. F. Volpi, *Le finanze dei comuni e delle provincie del regno d'Italia, 1860-1890*, Torino, Ilte, 1962; G. Gattei, «I bilanci comunali come fonte di storia locale», *Quaderni Emiliani*, n° 3, 1979; P. Frascani, «Finanza locale e sviluppo economico : appunti sulla dinamica della spesa pubblica in Italia liberale (1875-1913)», *Storia Urbana*, n° 14, 1981.
74. La documentation sur le sujet est très vaste. Outre les nombreux essais publiés dans les divers fascicules de *Storia Urbana*, voir E. Sori, «Aspetti sociopolitici e crescita urbana in Italia : urbanesimo, disagio sociale, fermenti culturali e lotte politiche attorno alla questione delle abitazioni fra '800 e '900», paru dans A. Mioni, dir., *Sulla crescita . . . op. cit.*; voir aussi R. Ricci, dir., *Il problema della casa in Italia. Bibliografia economico-statistica*, Firenze, Dip. Statistica Matematica dell'Università, 1971.
75. R. Franco, «Il dibattito sui servizi pubblici e le municipalizzazioni alla fine del secolo XIX», *Storia Urbana*, n° 20, 1982.
76. Pour un tableau (certes incomplet) des recherches publiées, voir G. Ernesti, «I saggi sulle trasformazioni delle città e del territorio nelle riviste italiane (1845-76)», *Storia Urbana*, nos 1, 2, 3, 1977; nos 4 et 5, 1978; nos 7, 8 et 9, 1979.
77. La Società Italiana di demografia Storica (SIDES) travaille actuellement à une importante coordination des recherches, en organisant des congrès et des séminaires d'études. Parmi les derniers, voir SIDES, *La demografia storica delle città italiane*, Bologna, Clueb, 1982, qui présente les actes du congrès tenu à Assise en octobre 1980. Voir également les études italiennes signalées dans le volume de la *Bibliographie internationale de la démographie historique*.
78. Je fais surtout allusion aux volumes parus dans la collection «Le città nella storia d'Italia», dirigée par C. De Seta, Bari, Laterza. Sont parus jusqu'à maintenant, C. De Seta et L. Di Mauro, *Palermo*; G. Fanelli, *Firenze*; G. Ricci, *Bologna*, A. Joli Gigante, *Messina*; I. Insolera, *Roma*; E. Poleggi e P. Cevini, *Genova*; A. Grohmann, *Perugia*; C. De Seta, *Napoli*; I. Principe, *Cagliari*; L. Puppi e M. Universo, *Padova*; L. Gambi e G. Gozzoli, *Milano*; G. Gobbi e P. Sica, *Rimini*; M. Pettrignani, F. Porsia, *Bari*; L. Bortolotti, *Siena*; R. Rocchi, *Trento*; A. Fara, *La Spezia*.